

La crise grecque

L'Europe entre intérêts nationaux et supranationaux
Grecs et européens face au « Grexit »

Petros Stangos

[IEA de Nantes, 2014-2015]

Professeur de droit européen à l'Université Aristote de Salonique, **Petros Stangos** est membre du Comité Européen des Droits Sociaux. Il s'intéresse au droit public international économique, au droit de l'UE, aux droits de l'Homme. Il a notamment été membre de la Commission consultative de l'UE contre le racisme et la xénophobie et vice-président de l'Observatoire de l'UE contre les phénomènes de racisme et xénophobie. Il a publié *Avec quel prix un Etat membre de l'UEM de l'Europe peut-il être sauvé de la faillite ? Le cas de la Grèce* (Sakkoula-Bruylant, 2013).



Petros Stangos, 2014 © ChDelory

LA GRÈCE ET L'EUROPE : UN PAYS EN DÉCOMPOSITION DANS UN CONTINENT EN MUTATION

Lénine qualifiait d'« idiots utiles » ces intellectuels de gauche qui, par leur enthousiasme envers le régime soviétique, servaient la cause de la révolution d'Octobre. On peut reprendre cette expression dans le cas grec, depuis l'accession de la gauche radicale au pouvoir en janvier 2015 et les relations qu'elle entretient avec l'Europe – relations marquées ces sept dernières années par le renflouement du pays via des prêts colossaux, accordés à la condition que les gouvernants se comportent en bon père de famille et rendent l'économie compétitive.

Depuis plus de deux ans la stratégie politique d'Alexis Tsipras consiste à refuser toutes les réformes structurelles exigées par l'Europe en contrepartie de son aide. Il s'agit surtout de préserver les intérêts électoraux du parti Syriza. Aux réformes structurelles qui permettraient de produire des richesses à court ou moyen terme, la gauche radicale préfère une politique d'austérité et de coupes drastiques dans les dépenses et les investissements publics. Persister dans cette voie ne crée aucune richesse, au contraire l'austérité brise plus encore le peu de compétitivité et rend définitivement illusoire toute croissance économique, qui permettrait pourtant de ne plus recourir au financement auprès des partenaires mais d'emprunter sur le marché mondial.

La sortie de la Grèce de la zone euro, voulue par plusieurs pays européens (notamment l'Allemagne), est exacerbée par l'absence de réforme, les résultats négatifs de la politique d'austérité et l'image d'un pays économiquement irresponsable gouverné par des politiques médiocres. Dès lors, faute de procéder aux réformes nécessaires, le premier ministre grec se comporte comme l'« idiot utile » de ceux qui érigent le « Grexit » en ultime recours. Pire, il entraîne la société grecque en lui faisant miroiter le salut dans le « Grexit ».

En effet, la politique d'austérité, doublée d'une pression fiscale assommante, enfonce la population dans la pauvreté, le chômage, l'exode massif vers d'autres pays pour trouver un emploi, voire entraîne la population dans la déception et la dépression collective. Depuis mi-2016, Tsipras accuse le Fonds monétaire international et l'Union européenne du désespoir et de l'insécurité, ressentis par le peuple grec, allant jusqu'à dénoncer un complot des élites européennes contre la Grèce. Le résultat ne se fait pas attendre : si la base électorale de Syriza s'est aujourd'hui effondrée (moins de 20% des intentions de vote, alors qu'aux élections anticipées de septembre 2015 il avait recueilli 36% des votes), la

tentation d'une sortie de l'euro a gagné du terrain avec 40% d'opinion favorable début 2017 contre 10% en 2015. Le 31 janvier 2017, le porte-parole du groupe parlementaire Syriza, Nicos Xydakis, a officiellement fait entrer cette question de la sortie de l'euro dans le débat public, martelant qu'« à l'époque de la drachme, la Grèce s'était épanouie », mais omettant de rappeler que le pays fut en faillite à sept reprises entre 1830 et 2001 et que seul l'euro lui aura permis de l'éviter une nouvelle fois.

.....

Tsipras tient un double discours : bienveillant avec les partenaires européens, mais les accusant de bloquer toute amélioration économique quand il s'adresse aux Grecs.

.....

Alexis Tsipras tient un double discours : bienveillant avec les partenaires européens, mais les accusant de bloquer toute amélioration économique quand il s'adresse aux Grecs. Pour certains analystes, son objectif serait d'abandonner peu à peu le système libéral pour un régime d'apparence démocratique mais qui porterait définitivement atteinte au pilier du système actuel à savoir l'adhésion du pays aux institutions européennes. Cependant, Tsipras sait qu'une sortie de la zone euro serait un désastre économique et social, qui lui serait forcément imputé s'il survenait pendant son mandat. Aussi est-il plus probable que seul l'opportunisme l'incite à entretenir la mouvance anti-européennes. Sa base électorale s'étant aujourd'hui délitée, il est fort probable qu'à la prochaine échéance électorale de 2019, il s'appuiera sur un front anti-européen, non par conviction du « Grexit » mais pour rester au pouvoir. Tsipras flirte donc avec les couches les plus inconscientes, discursives et désespérées de la société pour extorquer leur vote : en

maintenant une politique d'austérité sans réformes structurelles, ces populations voient leur précarité augmenter et, immanquablement, leur anti-européanisme.

De plus, Tsipras est parvenu à s'entourer d'« idiots utiles » au sein même de la classe politique, en récompensant généreusement les factions de la droite grecque (guidées par une aversion envers l'Europe pour des raisons idéologiques ou matérielles). Le parti politique des Grecs Indépendants (ANEL) – mouvance droite xénophobe et souverainiste – est ainsi devenu le partenaire gouvernemental exclusif de Syriza. Tsipras se montre également indulgent eu égard à la responsabilité de la droite au pouvoir lors du dérapage financier du pays dans les années 2004-2009. Cette fraction droitiste, ralliée autour du premier ministre de l'époque Costa Caramanlis, affiche une hostilité modérée mais explicite envers l'Europe, et en 2015 les députés de Syriza ont élu Président de la République hellénique le bras droit de Caramanlis, Prokopis Pavlopoulos.

Alexis Tsipras joue avec le feu. Face aux incertitudes qui pèsent sur les rapports internationaux avec la montée en puissance des forces politiques identitaires à connotation totalitaire, l'élection de Trump à la présidence des Etats-Unis ou encore l'hégémonisme expansionniste persistant de la Russie de Poutine, l'Europe doit organiser son offensive, qui ne pourra être que celle du renforcement de son unité. On peut supposer que ce recentrage se fera autour d'un cercle restreint de pays membres. Certains demandent d'ailleurs que les Etats qui ne respectent pas les règles communes ne fassent plus partie des futurs engagements fédérateurs. **Aussi, si jusqu'à présent les partenaires européens observent avec bienveillance la position anti-européenne d'Alexis Tsipras, il n'est pas exclu qu'ils finissent par s'échauffer et demander à la Grèce d'organiser sa sortie de l'euro.**

La menace du Grexit l'emportera-t-elle ? On a prêté cette phrase à l'ex-président français Valéry Giscard d'Estaing, partisan inconditionnel de l'adhésion de la Grèce au marché commun à la fin des années 70 : « On ne fait pas jouer Platon en deuxième division ». Platon aurait-il truqué ses comptes pour entrer dans la zone euro ? Platon aurait-il dépensé tant d'argent pour les Jeux Olympiques de 2004 ? C'est ce que demanderont les « sceptiques » (mot grec !), mais n'insistons pas davantage, on connaît la chanson, elle se répète sur tous les tons depuis le début de la « crise » (autre mot grec !).

.....

Pour aller plus loin

Retrouvez l'article de Petros Stangos, des contenus et références complémentaires sur fellows.rfea.fr

Vincent Della Sala

[Collegium de Lyon, 2013-2014]

LA GRÈCE ET LA CRISE DE L'EURO : UNE HISTOIRE SANS FIN ?

La Grèce est à nouveau sous les feux des projecteurs : en février 2017, l'Union européenne (UE) et le Fonds monétaire international ont à nouveau discuté de son sort au sein de la zone euro. Une fois encore, l'Europe s'interrogeait sur la viabilité de la monnaie unique, et plus généralement de l'Union européenne. Après le référendum britannique sur l'UE, la perspective d'un « Grexit » – une sortie de la Grèce de l'Euro – a décuplé les inquiétudes quant à l'avenir de l'UE. On semble être revenu au même point qu'au début de la crise de l'euro en 2010, avec une différence : entre temps une grande partie de la population – et notamment en Grèce – a payé un lourd tribut économique et social.

Des défauts structurels ?

Les architectes de la monnaie unique étaient conscients que réunir des économies très disparates ne serait pas évident, tout en étant convaincus que l'instauration de mécanismes de surveillance et de contrôle mènerait peu à peu vers la convergence. La principale inquiétude à l'égard d'une politique monétaire commune était un « choc exogène » qui frapperait les Etats membres, provoquant des effets différents chez chacun d'eux. En l'absence de mécanismes pour corriger les inégalités, une politique identique dans tous les Etats ne pourrait qu'aggraver les inégalités.

L'euro a créé ce que beaucoup ont appelé une union « asymétrique » : une union monétaire et économique, mais sans l'unité politique qui pourrait canaliser les impacts d'une crise économique. Ces dernières années, on a souvent cité l'exemple des États-Unis (monnaie unique, grandes disparités économiques selon les régions), or quand la crise économique et financière de 2008 a frappé, les garde-fous se sont mis en marche et l'État fédéral est venu au secours des secteurs les plus touchés.

L'autre problème structurel, pointé par beaucoup, était celui des faibles mécanismes de contrôle des flux de capitaux en Europe. Les autorités françaises ou allemandes en charge de la réglementation bancaire avaient en effet peu d'instruments pour surveiller les prêts des établissements financiers accordés aux autres gouvernements ou pour financer le boom immobilier d'un État membre. De plus, ces investissements semblaient sans danger, les règles de la monnaie unique stipulant que les États membres ne pouvaient en aucun cas être en défaut de paiement sur l'encours de leur dette publique. En prêtant de l'argent aux États membres, les banques pensaient avoir un rendement garanti, et ainsi acheter de la dette publique grecque avec un rendement annuel sans risque de 5 ou 6%.

Vincent Della Sala est professeur de sciences politiques à l'Université de Trente et à l'École d'études internationales avancées de l'Université Johns Hopkins (Italie). Ses recherches portent sur l'économie politique des pays industrialisés et sur les questions de légitimité et d'intégration européenne. Il a notamment publié *Europe's odyssey? Political myth and the European Union* (Nations and Nationalism, 2016).

Différentes thèses, différentes crises

La thèse dominante a consisté à mettre en cause les Etats membres de la région méditerranéenne (Grèce, Portugal, Espagne et Italie) qui, d'une part ne respectaient pas les règles de la monnaie unique, d'autre part faisaient peu pour rendre leurs économies compétitives. Dans le cas de la Grèce, on a accusé les gouvernements d'avoir dissimulé l'état réel des finances publiques afin d'entrer dans l'euro, puis d'avoir continué à ignorer les déficits publics et la dette. Pour les partisans de cette thèse, la sortie de la crise et le maintien de la monnaie unique pouvait et ne peut se faire que moyennant une stricte application des réglementations existantes et via des réformes économiques et sociales pour (re)devenir compétitif.

Une autre thèse a imputé l'origine de la crise à la structure et aux règles même de la monnaie unique qui tendait à favoriser certains membres. La crise a ainsi été le résultat de flux de capitaux non réglementés, conduisant les établissements financiers de certains Etats membres à l'irresponsabilité, notamment en France et en Allemagne. De plus, l'asymétrie du système aurait empêché les États les plus faibles de compenser les effets négatifs de cette circulation de capitaux. Et lorsque pour tenter de résoudre la crise on a choisi



de maintenir les règles en vigueur et d'imposer des mesures toujours plus drastiques, ces États ont été doublement pénalisés et tout espoir de redémarrage économique s'est éteint. Le premier renflouement pour aider la Grèce, par exemple, a en grande partie été consommé pour rembourser les banques françaises et allemandes, et peu de fonds sont arrivés dans les caisses du gouvernement grec. Autre exemple : le respect de la réglementation est toujours érigé en principe sacro-saint quand il s'agit des États membres du Sud ; **en revanche, certaines règles tout aussi importantes sont passées sous silence quand les puissants États membres sont impliqués, telles la limitation édictée en 2011 des excédents de capitaux à 6% du PIB, alors qu'année après année l'Allemagne dépasse ce plafond sans autre conséquence que quelques remontrances.**

Depuis dix ans les grandes réformes ont été prises en fonction de ces deux thèses. La surveillance et les sanctions disciplinaires ont été renforcées afin de détecter en amont toute incompatibilité ou déséquilibre dans les finances publiques. Les projets de budgets nationaux sont dorénavant examinés par l'UE avant d'être votés par les parlements nationaux. D'autres réformes ont tenté de minimiser les failles structurelles de la monnaie unique, par exemple en confiant à la Banque centrale européenne la surveillance des établissements de crédit. Beaucoup voient

une première étape nécessaire, mais insuffisante car elle ne résout pas le problème fondamental : une union économique certes, mais dépourvue d'unité politique et budgétaire.

La politique face aux intérêts locaux

Maintes fois les dirigeants européens ont affirmé pouvoir résoudre la crise grecque (et plus largement, la crise de l'euro) mais encore faut-il trouver comment le faire tout en assurant leur réélection. En outre, les solutions varient d'un État à l'autre, reflet non seulement des divers intérêts et des différentes structures économiques, mais également des contraintes politiques internes. **Les solutions pour remédier à la crise ont ainsi été entravées par les cycles électoraux des États membres.** Pour préserver leur électorat, d'un côté les gouvernants qui accusent certains pays de ne pas respecter les règles communes refusent d'assouplir la surveillance et les règles budgétaires ; tandis que de l'autre ceux qui imputent leurs difficultés aux failles structurelles de l'euro préfèrent s'attaquer en premier lieu aux problématiques sociales, comme le chômage élevé ou le déclin des services sociaux. Chacun campe sur ses positions.

Jean Monnet, l'un des fondateurs de la construction européenne, écrivait que l'Union européenne serait créée par des crises. La dernière décennie devra alors avoir beaucoup fait pour l'union. Cependant ces dix dernières années – pire période économique depuis soixante-dix ans pour de nombreux États – laisse l'UE meurtrie et en recherche de solutions.

Pour aller plus loin

Retrouvez l'article intégral de Vincent Della Sala, des contenus et références complémentaires sur fellows.rfiea.fr

4 instituts d'études avancées en réseau
IMÉRA, IEA d'Aix-Marseille
Le Collegium, IEA de Lyon
IEA de Nantes
IEA de Paris

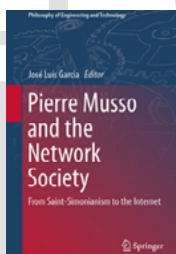
Direction éditoriale :
Olivier Bouin
François Nicoulaud



Fondation RFIEA
Contactez-nous!
Julien Ténédos
Caroline Rainette
contact@rfiea.fr
01 49 54 22 12



rfiea.fr
190, avenue de France
75 013 Paris



PUBLICATION

Un ouvrage collectif dirigé par José Luis Garcia vient d'être consacré à **Pierre Musso**, résident permanent à l'**IEA de Nantes** : *Pierre Musso and the Network Society*, Springer, 2017. Cet ouvrage développe

une critique des technologies de l'information et de la communication à travers leurs représentations imaginaires et sociales. Il s'intéresse à la manière dont la métaphore du réseau est l'un des moyens les plus puissants pour comprendre les sociétés complexes dans lesquelles nous vivons. Retrarrant la généalogie du réseau imaginaire, il montre qu'il n'a pas émergé avec l'Internet mais bien avant en s'appuyant sur l'histoire des idées, de la philosophie politique et de la sociologie.

COLLOQUE

L'**IEA de Paris** organise un débat avec **Pierre Rosanvallon**, directeur d'études à l'EHESS et professeur au Collège de France, et **Jan-Werner Müller**, professeur à l'Université de Princeton, sur **Le moment populiste**. Comment expliquer l'effritement actuel de la démocratie représentative et l'attrait du discours populiste en Europe comme aux États-Unis ? Quels sont les parallèles historiques qui éclairent ces dynamiques politiques ? De quel malaise sont-elles le symptôme, et quelles peuvent en être les conséquences ? Faut-il lutter contre le populisme, et comment ?

IEA de Paris

Vendredi 24 mar 2017 de 20h à 21h30
Hôtel de Lauzun
17 quai d'Anjou - 75004 Paris

COLLOQUE

Takahiro Fujimoto, professeur d'économie à l'université de Tokyo et résident au **Collegium de Lyon** participera à la conférence co-organisée avec Auvergne-Rhône-Alpes Automotive Cluster : **Pour une production compétitive en France : adapter l'outil de production aux exigences de demain**. Il s'agira, pour ce spécialiste de la technologie et de la gestion des opérations, de présenter ses recherches sur l'évolution de la lean production et la révolution numérique, à travers les pratiques de fournisseurs de Toyota.

EFI Automotive

Jeudi 23 mars 2017 de 17h à 19h
77 Allée des Grandes Combes
ZI Ouest, Beynost - 01700 Miribel